

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER
DE LA CSSF

N°129

Octobre 2011



RESSOURCES HUMAINES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté 6 nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

Surveillance des OPC

Patrick DA SILVA RODRIGUES

Angelica FORMICA

Mireia CAMARASA

Supervision de la profession de l'audit

Cédric MARCHAL

Surveillance générale

Isabelle Julie SCHMIT

Surveillance des banques

Laurent PETRY

La CSSF compte 404 agents, dont 209 hommes et 195 femmes au 10 octobre 2011.

SANCTIONS

Profession de l'audit

En date du 20 septembre 2011, la CSSF a décidé que Monsieur Marc Edouard HOYDONCKX ne justifie plus de l'honorabilité professionnelle requise dans la profession de l'audit et dans le secteur financier.

Il n'est ainsi plus apte à exercer une quelconque fonction sujette à agrément auprès d'une entité surveillée par la CSSF, tout en étant définitivement exclu de la profession de l'audit au Luxembourg depuis le 9 mars 2011.

COMMUNIQUES DE PRESSE

■ RISQUES LIÉS AU FINANCEMENT DE L'IMMOBILIER

Communiqué de presse 11/34 du 6 octobre 2011

Etant donné les rumeurs persistantes faisant état d'une mise en garde que la CSSF aurait envoyée à la BCEE en raison des crédits accordés aux sociétés de Monsieur Becca, la CSSF tient à démentir formellement l'existence d'une pareille mise en garde.

La CSSF a lancé en 2009 une étude approfondie sur les risques liés au financement de l'immobilier, résidentiel et de promotion, au Luxembourg. Cette étude a été réalisée dans un contexte général et ne visait ni une banque ni un promoteur en particulier. Le rapport d'activités 2010 de la CSSF (www.cssf.lu sous « Publications ») a rendu compte de cette étude (pages 32 à 33 du rapport).

■ SUSPENSION DES ACTIONS DEXIA

Communiqué de presse 11/33 du 6 octobre 2011

La Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) a été informée de la part de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA), l'autorité compétente belge, de la suspension des actions DEXIA (BE0003796134) (et dérivés) de la négociation sur Euronext Bruxelles à partir du 6 octobre 2011 à 15h55, jusqu'à ce qu'une information adéquate relative aux développements récents aura été publiée. La CSSF a ainsi exigé, conformément à l'article 9 (3) de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, la suspension dudit instrument financier de la négociation sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg jusqu'à ce que le marché ait été dûment informé.

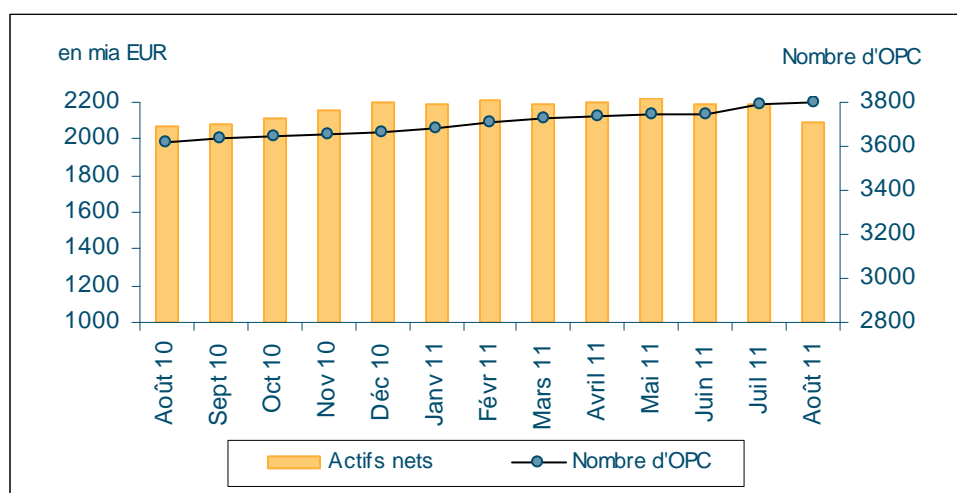
■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS D'AOÛT 2011

Communiqué de presse 11/32 du 5 octobre 2011

I. Situation globale

Au 31 août 2011, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 2.085,941 milliards contre EUR 2.189,665 milliards au 31 juillet 2011, soit une diminution de 4,74% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 0,82%.

En somme, l'industrie des OPC luxembourgeois a enregistré au mois d'août une variation négative se chiffrant à EUR 103,724 milliards. Cette diminution résulte d'un impact défavorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 93,174 milliards (-4,26%) et d'émissions nettes négatives à concurrence d'EUR 10,550 milliards (-0,48%).



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.799 par rapport à 3.795 le mois précédent. 2.405 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 11.862 compartiments. En y ajoutant les 1.394 entités à structure classique, au total 13.256 entités sont actives sur la place financière.

Concernant l'investissement net en capital et l'impact des marchés financiers sur les OPC luxembourgeois, les faits suivants sont à relever pour le **mois d'août**.

Les marchés d'actions mondiaux ont subi une diminution sensible générée par une revue à la baisse des anticipations quant à l'évolution de la conjoncture mondiale, ainsi que par une intensification de la crise de la dette souveraine dans la zone euro et une diminution de la notation de la dette américaine en dépit d'un rehaussement du plafond de la dette publique du pays. En conséquence, toutes les catégories d'OPC luxembourgeois à actions ont subi au mois d'août des baisses de cours.

En ce qui concerne l'investissement net en capital, à l'exception de la catégorie des OPC investissant en actions japonaises, toutes les catégories d'OPC à actions ont enregistré des rachats nets.

Evolution des OPC à actions au mois d'août 2011*

	Variation de marché	Emissions nettes
Actions marché global	-7,08%	-1,28%
Actions européennes	-10,50%	-2,31%
Actions américaines	-7,34%	-2,92%
Actions japonaises	-9,08%	1,11%
Actions Europe de l'Est	-14,69%	-3,67%
Actions Asie	-10,24%	-2,27%
Actions Amérique latine	-7,48%	-4,02%
Actions autres	-9,69%	-1,73%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

Sur les marchés des obligations étatiques européennes, les écarts de rendement entre pays ont continué à se creuser, suite à l'intensification des tensions suscitées par la crise budgétaire. Les problèmes budgétaires de certains pays de la zone euro ainsi que l'assombrissement des perspectives économiques ont contribué à une diminution de l'appétence des investisseurs pour le risque et par conséquent un repli sur des valeurs plus sûres.

Sur le marché des obligations américaines, les craintes entourant la croissance économique mondiale ont stimulé la demande des investisseurs pour des obligations émises par l'Etat américain, considérées comme valeurs sûres par les investisseurs.

En ce qui concerne le marché des obligations de sociétés, on a pu observer une augmentation des primes de risque en raison de l'augmentation de l'aversion des risques des investisseurs. Cette augmentation d'aversion a particulièrement concerné le secteur des obligations « High Yield », ce qui s'est traduit pour les OPC investissant dans des obligations de ce type par des rachats nets plus importants ainsi qu'une variation de marché négative.

En somme, les catégories d'OPC à revenu fixe ont réalisé des émissions nettes positives au mois d'août.

Evolution des OPC à revenu fixe au mois d'août 2011*

	Variation de marché	Emissions nettes
Marché monétaire en EUR	0,05%	2,76%
Marché monétaire en USD	-1,22%	3,72%
Marché monétaire marché global	-0,84%	4,50%
Obligations libellées en EUR	0,31%	0,31%
Obligations libellées en USD	-0,79%	-2,12%
Obligations marché global	-1,25%	0,16%
Obligations High Yield	-5,77%	-7,92%
Autres	-1,86%	-3,09%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois à valeurs mobilières diversifiées et des fonds de fonds au mois d'août est illustrée dans le tableau suivant:

OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois d'août 2011*

	Variation de marché	Emissions nettes
OPC diversifiés	-3,96%	-0,41%
Fonds de Fonds	-4,82%	-0,74%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II de la loi de 2002 et 2010 respectivement et les FIS

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2007	1 653	1 646,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2 868	2 059,395 €
31/01/2008	1 662	1 539,494 €	653	293,197 €	617	118,450 €	2 932	1 951,141 €
29/02/2008	1 680	1 543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2 972	1 962,845 €
31/03/2008	1 700	1 480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3 012	1 895,445 €
30/04/2008	1 733	1 541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3 083	1 964,076 €
31/05/2008	1 736	1 566,198 €	678	303,800 €	691	126,961 €	3 105	1 996,959 €
30/06/2008	1 755	1 480,895 €	682	292,539 €	716	128,658 €	3 153	1 902,092 €
31/07/2008	1 784	1 471,973 €	688	292,279 €	748	132,105 €	3 220	1 896,357 €
31/08/2008	1 817	1 487,918 €	695	293,025 €	772	137,050 €	3 284	1 917,993 €
30/09/2008	1 827	1 375,104 €	699	285,360 €	796	136,232 €	3 322	1 796,696 €
31/10/2008	1 845	1 243,344 €	701	270,891 €	805	132,793 €	3 351	1 647,028 €
30/11/2008	1 840	1 206,535 €	709	265,744 €	815	131,958 €	3 364	1 604,237 €
31/12/2008	1 826	1 169,389 €	708	259,809 €	837	130,455 €	3 371	1 559,653 €
31/01/2009	1 837	1 183,116 €	710	252,878 €	851	135,540 €	3 398	1 571,534 €
28/02/2009	1 838	1 149,100 €	709	246,367 €	855	134,824 €	3 402	1 530,291 €
31/03/2009	1 840	1 154,891 €	698	240,229 €	858	131,443 €	3 396	1 526,563 €
30/04/2009	1 847	1 213,147 €	697	240,906 €	871	138,879 €	3 415	1 592,932 €
31/05/2009	1 849	1 243,508 €	693	235,626 €	883	140,135 €	3 425	1 619,269 €
30/06/2009	1 846	1 255,762 €	691	232,770 €	898	142,724 €	3 435	1 631,256 €
31/07/2009	1 848	1 327,841 €	684	234,610 €	906	143,579 €	3 438	1 706,030 €
31/08/2009	1 851	1 360,316 €	678	232,282 €	920	146,819 €	3 449	1 739,417 €
30/09/2009	1 849	1 394,016 €	670	229,669 €	938	150,149 €	3 457	1 773,834 €
31/10/2009	1 844	1 399,816 €	664	227,254 €	946	150,458 €	3 454	1 777,528 €
30/11/2009	1 858	1 415,274 €	651	221,603 €	964	152,033 €	3 473	1 788,910 €
31/12/2009	1 843	1 465,743 €	649	221,203 €	971	154,047 €	3 463	1 840,993 €
31/01/2010	1 842	1 477,013 €	649	220,250 €	989	163,425 €	3 480	1 860,688 €
28/02/2010	1 843	1 511,384 €	646	221,532 €	1 009	165,018 €	3 498	1 897,934 €
31/03/2010	1 847	1 584,238 €	643	226,268 €	1 026	170,032 €	3 516	1 980,538 €
30/04/2010	1 842	1 611,938 €	640	227,551 €	1 039	173,398 €	3 521	2 012,887 €
31/05/2010	1 846	1 589,202 €	637	225,773 €	1 059	177,438 €	3 542	1 992,413 €
30/06/2010	1 843	1 600,977 €	636	224,773 €	1 071	184,887 €	3 550	2 010,637 €
31/07/2010	1 849	1 610,800 €	638	222,244 €	1 095	186,179 €	3 582	2 019,223 €
31/08/2010	1 855	1 653,112 €	637	223,081 €	1 122	192,797 €	3 614	2 068,990 €
30/09/2010	1 858	1 667,806 €	631	220,834 €	1 144	195,100 €	3 633	2 083,740 €
31/10/2010	1 854	1 688,755 €	630	219,558 €	1 161	199,262 €	3 645	2 107,575 €
30/11/2010	1 851	1 733,602 €	629	219,956 €	1 176	207,314 €	3 656	2 160,872 €
31/12/2010	1 846	1 762,666 €	629	222,178 €	1 192	214,150 €	3 667	2 198,994 €
31/01/2011	1 847	1 748,015 €	626	220,255 €	1 211	215,757 €	3 684	2 184,027 €
28/02/2011	1 857	1 770,049 €	620	220,032 €	1 228	218,117 €	3 705	2 208,198 €
31/03/2011	1 858	1 755,924 €	622	216,151 €	1 244	218,821 €	3 724	2 190,896 €
30/04/2011	1 858	1 759,531 €	624	213,823 €	1 254	222,054 €	3 736	2 195,408 €
31/05/2011	1 864	1 782,367 €	619	211,981 €	1 266	224,860 €	3 749	2 219,208 €
30/06/2011	1 864	1 750,292 €	616	210,172 €	1 269	224,535 €	3 749	2 184,999 €
31/07/2011	1 861	1 752,281 €	629	210,582 €	1 305	226,802 €	3 795	2 189,665 €
31/08/2011	1 860	1 652,805 €	627	204,518 €	1 312	228,618 €	3 799	2 085,941 €

■ ARM ASSET BACKED SECURITIES S.A. ("ARM")

FREQUENTLY ASKED QUESTIONS

Communiqué de presse 11/31 du 23 septembre 2011 (uniquement en anglais)

1. WHO IS ARM?

ARM is a securitisation undertaking governed by the Luxembourg law of 22 March 2004 on securitisation (the "Law"). It has been issuing bonds from Luxembourg since 2006 pursuant to a base prospectus first approved for the purposes of the prospectus directive 2003/71/EC on 3 August 2007 by the Irish Stock Exchange (and amended by subsequent base prospectuses issued and approved since that date). However, ARM has never obtained a licence from the CSSF nor been subject to its prudential supervision.

2. When does a Luxembourg securitisation undertaking need to apply for a licence?

Securitisation undertakings governed by the Law must be authorised and supervised by the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the "CSSF") if they fulfill the criteria of the Law, i.e. as soon as they issue securities to the public on a continuous basis.

3. How did the licence application proceed?

Before applying for the legally required licence, ARM had been issuing bonds to the public for over 2 years (the "Application") without having the required authorization by the CSSF.

The CSSF then instructed ARM to stop issuing further bonds, pending its decision as to ARM's Application. However and despite the CSSF's instruction, ARM had continued to collect monies from new investors (the "Pending Investors").

When ARM was informed by the CSSF that it would not be in a position to grant a licence, ARM committed to relocate within a short period of time to Ireland where, according to ARM, a licence would not be needed. However, as of the date of the Decision, as defined below, such relocation has still not occurred.

In July 2011, ARM was unable to honour redemption/refund requests and was late on coupon payments.

On 29 August 2011, the CSSF decided to refuse to grant a licence to ARM as a regulated securitisation undertaking under the Law (the "Decision").

4. What are the consequences of the CSSF Decision?

The Decision entails a suspension of any payment by ARM and prohibition for ARM, under penalty of voidance, to take any measures other than protective measures, unless otherwise authorized by the CSSF acting as supervisory commissioner ("commissaire de surveillance").

5. What is a suspension of payments / What will happen to my investment?

There are various types of suspension of payments. Generally speaking, a suspension of payments is only a temporary measure the purpose of which is to postpone or delay all payment obligations of a person/company until further notice.

In the case of ARM, the suspension of payments is an automatic legal consequence of the CSSF Decision and designed to ensure equal treatment of all of ARM's investors and creditors, until the appointment by the court of a liquidator.

In practice, this means that no coupon payments will be made, nor any redemption/refund requests paid until after the court has appointed a liquidator.

6. When will the court appoint a liquidator?

Provided the CSSF Decision is not challenged, the Luxembourg public prosecutor will request the court to appoint a liquidator one month after the CSSF Decision has become final. It will become final one month after it was served to ARM (which occurred on 29 August 2011).

If the CSSF decision is challenged, a liquidator will only be appointed if and after the administrative courts confirm the CSSF Decision. The court process could take several years.

7. Will there be a firesale?

The CSSF would expect the court appointed liquidator to take into consideration the specific nature of the underlying assets of ARM's portfolio, i.e. senior life settlement policies, and to propose an adequate liquidation process to the court taking this feature into consideration, thus applying for an orderly wind-down of ARM's portfolio, akin to a restructuring within ARM, or a transfer of ARM's assets into a new entity, via a restructuring.

8. What are the CSSF's main concerns with respect to granting a licence to ARM?

The CSSF considers that the conditions for granting a licence were not fulfilled for the following reasons:

the extended issuing activity in breach of legal and regulatory provisions ;

ARM's inability and/or unwillingness to comply with prudential and legal requirements; the CSSF's prudential concerns related among others to the adequacy of ARM's liquidity risk management and the lack of a permanent liquidity facility;

the continued collection of new investor funds after the CSSF's prohibition to issue new bonds and its consequences as described in the next item ;

uncertainty as to the rights of Pending Investors, including the nature thereof, and the resulting concerns as to an appropriate use of Pending Investors' funds in the past ;

ARM's fee structure which the CSSF considers to have been detrimental to its financial position and the non-transparent disclosure thereof; and

the deteriorated financial situation which has had as a consequence the late payment of the July 2011 coupons and the incapacity to honour redemption/refund requests which fell due on 1 July 2011 .

9. Did the CSSF consider the impact on investors before taking the Decision?

The CSSF considered taking its Decision very carefully, including the potential effect on investors. The scale of the prudential and legal issues identified by the CSSF and the need to safeguard existing and Pending Investors' assets and ensure an orderly wind down or transfer of ARM's business under the control of the court meant that taking the Decision was deemed to be the best course of action in order to protect the interests of all investors, i.e. the existing bondholders and the Pending Investors.

Due to the multijurisdictional implications of the file, the CSSF, the Financial Services Authority (FSA), the Central Bank of Ireland (CBI) and the Malta Financial Services Authority (MFSA) have been and keep working in close cooperation.

10. Why has the CSSF not published any information on the way forward nor on the proposed Insetco deal?

10.1 Concerning disclosure on the current situation, please see points 4 to 7 above.

In this context, the CSSF would like to draw your attention to the following:

ARM is a company whose bonds are listed on the Irish Stock Exchange (which is a regulated stock exchange) and therefore subject to all applicable rules and regulations of the market abuse directive 2003/6/EC of 28 January 2003 on insider dealing and market manipulation and the relevant national implementing laws.

Thus the CSSF is not in a position to disclose any confidential information exchanged with ARM to any third parties.

10.2 Concerning disclosure on the proposed Insetco transaction, the CSSF can state the following:

ARM and Insetco have informed investors that on 26 August 2011, they entered into a conditional sale and purchase agreement which is subject *inter alia* to positive feedback of a majority by value of all of ARM's investors. To that end, ARM intends to issue a consultation paper to its investors (the "Consultation").

However, the CSSF would like to stress that ultimately, the acceptance of the proposed Insetco deal will be within the court appointed liquidator's remit, once appointed, who will have to decide *inter alia* on all questions that arise in relation to ARM and its business, in accordance with his judicial mandate.

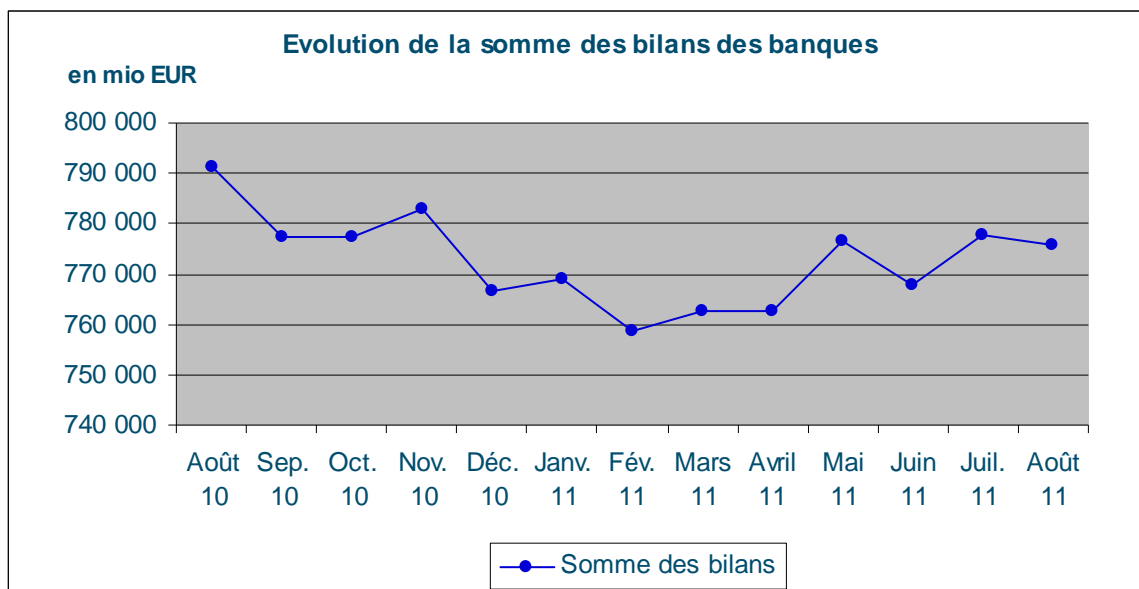
As a consequence of the above, the CSSF is and will not be in a position to express any opinion on the proposed Insetco deal. Further, the CSSF needs to carefully assess any disclosure by ARM to its investors and, as the case may be, ensure it is based on proper legal advice, in order to avoid communication of any incomplete, misleading or incorrect information.

The CSSF is therefore actively liaising with ARM on a daily basis, to ensure that any communication by ARM to its investor community, and in particular the Consultation, is factually correct in all aspects. The CSSF can also confirm that a meeting with representatives of ARM and Insetco plc did take place.

STATISTIQUES

■ BANQUES

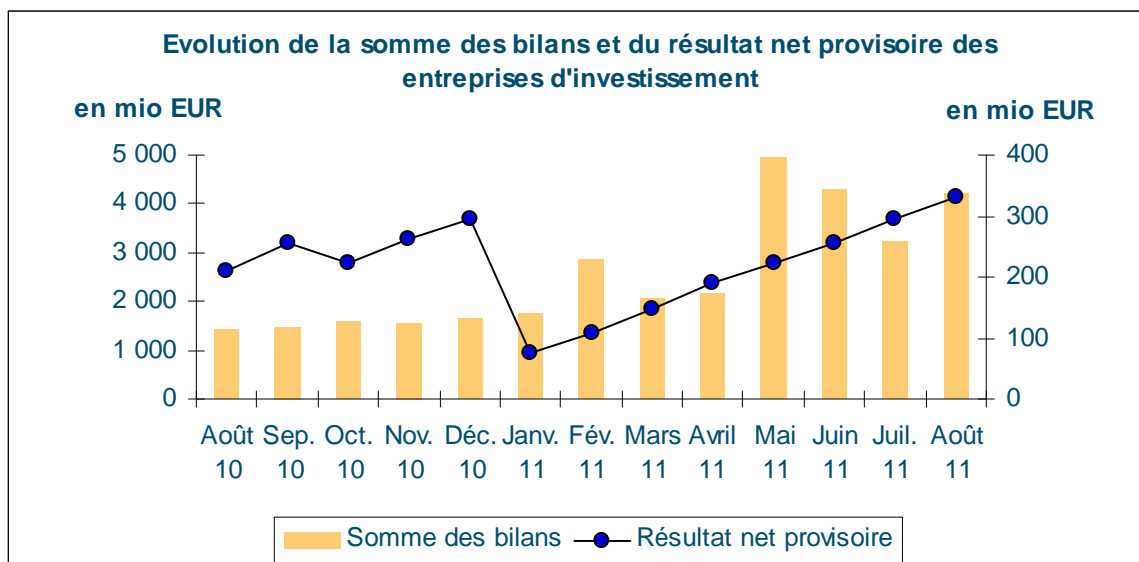
Somme des bilans des banques au 31 août 2011 en baisse



La somme des bilans baisse de 0,26 % sur un mois. En glissement annuel, la baisse atteint 1,92 %.

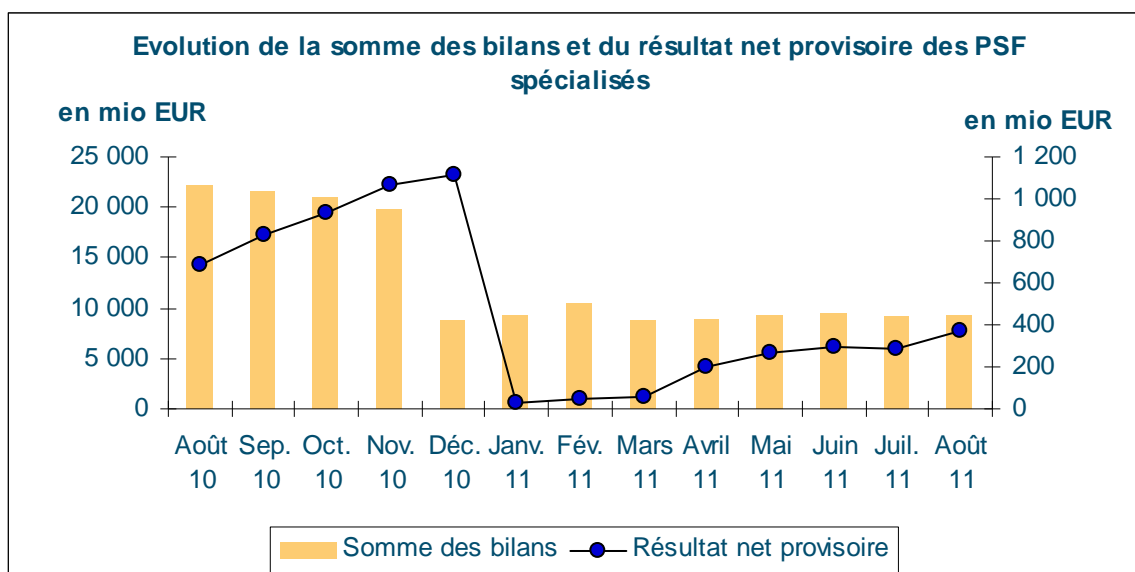
■ ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

Somme des bilans des entreprises d'investissement au 31 août 2011 en hausse



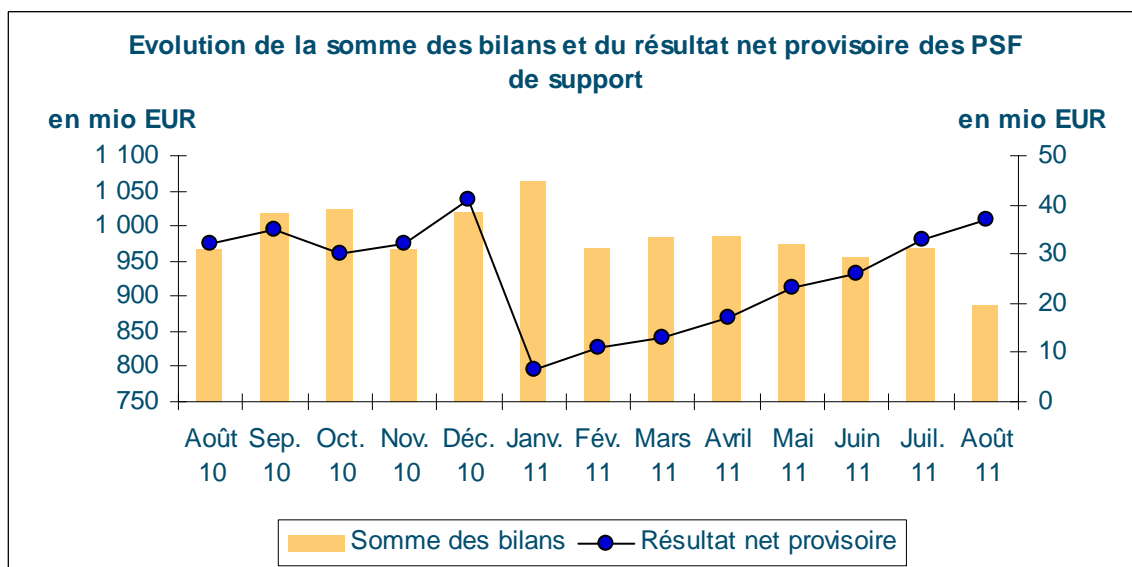
■ PSF SPECIALISES

Somme des bilans des PSF spécialisés au 31 août 2011 en hausse



■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 31 août 2011 en baisse



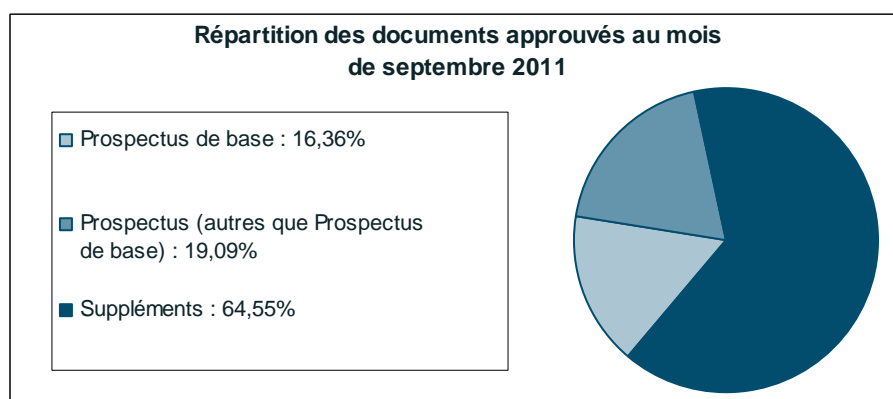
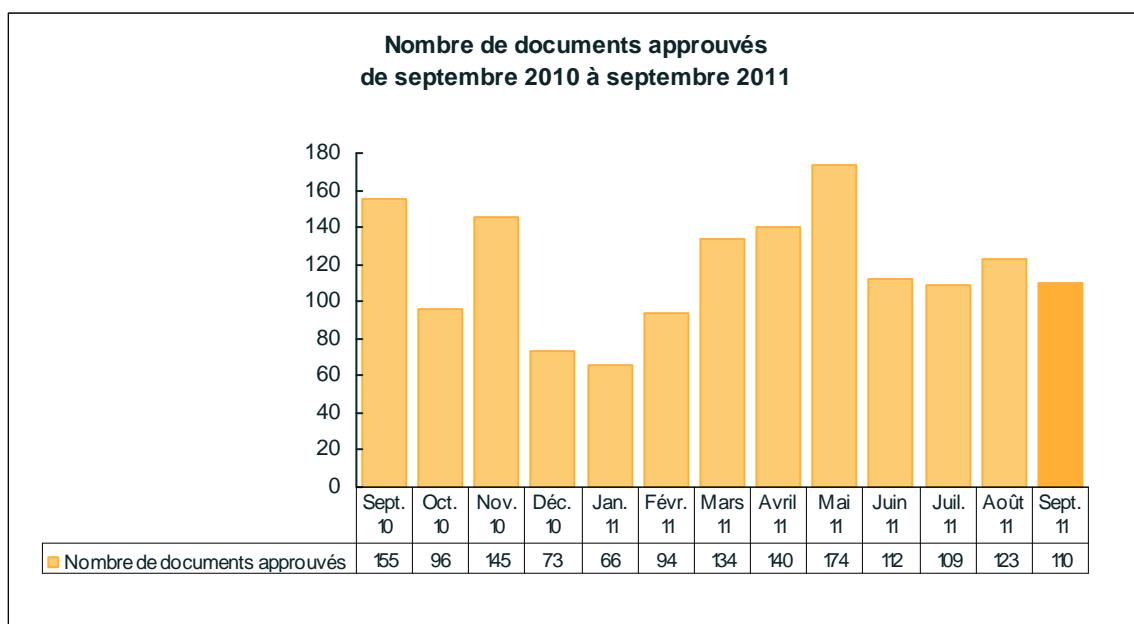
■ SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 30 septembre 2011, 74 cabinets de révision agréés et 228 réviseurs d'entreprises agréés. S'y ajoutent 54 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dûment enregistrés en application de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHÉ REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

1. ACTIVITE D'APPROBATION

Pour le mois de septembre 2011, un total de 110 documents a été approuvé par la CSSF dont 21 prospectus, 18 prospectus de base et 71 suppléments.

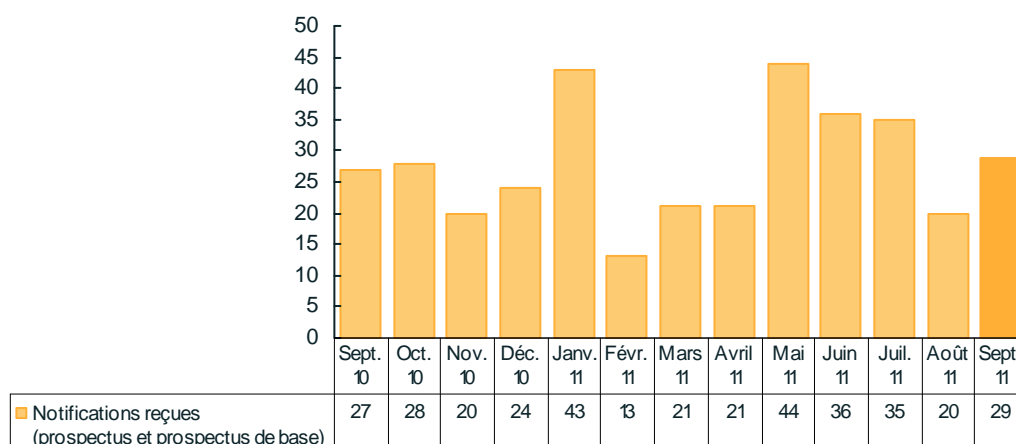


2. ACTIVITE DE NOTIFICATION

2.1. Notifications reçues par la CSSF

Pour le mois de septembre 2011, la CSSF a reçu 29 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base et 189 par rapport à des suppléments en provenance des autorités compétentes de plusieurs Etats membres de l'Union européenne.

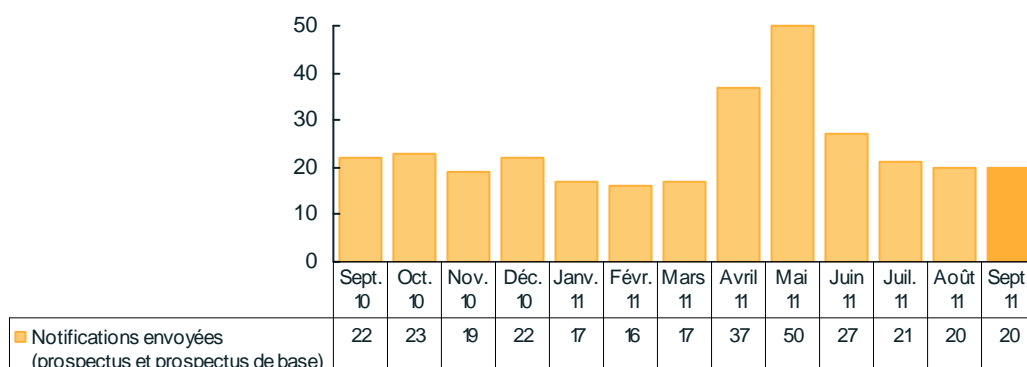
Notifications reçues (prospectus et prospectus de base) par la CSSF de septembre 2010 à septembre 2011



2.2. Notifications envoyées par la CSSF

Pour le mois de septembre 2011, la CSSF a envoyé des notifications pour 20 prospectus et prospectus de base et pour 42 suppléments¹ approuvés par ses soins vers les autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne.

Notifications envoyées (prospectus et prospectus de base) par la CSSF de septembre 2010 à septembre 2011



¹ Ce chiffre correspond au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

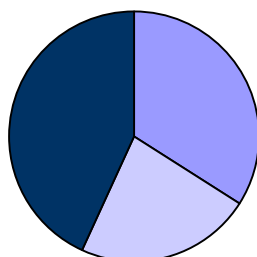
■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Depuis le 12 septembre 2011, 3 émetteurs ont été retirés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 12 octobre 2011, 696 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

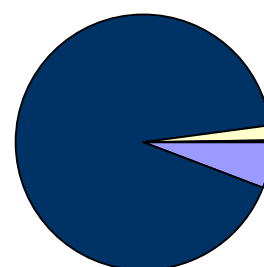
Répartition des émetteurs par pays

■ Luxembourg : 36,93 %
■ Espace Economique Européen : 25,00 %
■ Pays Tiers : 38,07 %



Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation

■ Actions : 8,19 %
■ Titres de créance : 90,52 %
■ Certificats représentatifs : 1,29 %
■ Warrants : 0,00 %



LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES BANQUES

Retrait :

BNY MELLON INTERNATIONAL BANK LIMITED, LUXEMBOURG BRANCH

2-4, rue Eugène Ruppert, Vertigo Building – Polaris, L-2453 Luxembourg

Retrait au 30 septembre 2011

■ LISTE DES PSF

Nouvelles autorisations :

DUSSMANN SECURITY S.A R.L.

1A, Zone Industrielle Bombicht, L-6947 Niederanven

Statut : agent de communication à la clientèle

Autorisation ministérielle du 21 septembre 2011

GLOBAL IT SERVICES S.A R.L.

12, rue Guillaume Schneider, L-2661 Luxembourg

Statuts : opérateur de systèmes informatiques primaires du secteur financier, opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier

Autorisation ministérielle du 27 septembre 2011

T&F LUXEMBOURG S.A.

48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg

Statuts : domiciliataire de sociétés et professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

Autorisation ministérielle du 16 septembre 2011

TRASYS LUXEMBOURG PSF S.A.

283, route d'Arlon, L-8011 Strassen

Statuts : opérateur de systèmes informatiques primaires du secteur financier, opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier

Autorisation ministérielle du 8 août 2011

Retraits :

BNY MELLON INVESTMENT SERVICING (INTERNATIONAL) LIMITED LUXEMBOURG BRANCH

2-4, rue Eugène Ruppert, Vertigo Building – Polaris, L-2453 Luxembourg

Retrait au 30 septembre 2011

LAVEN FINANCIAL SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

57, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

Abandon des activités

Changement de dénomination :

SIEMENS IT SOLUTIONS AND SERVICES FINANCE S.A. a changé sa dénomination en

ATOS IT SOLUTIONS AND SERVICES FINANCE S.A.

Changements d'adresse :

FUJITSU TECHNOLOGY SOLUTIONS S.A.

Parc d'Activités Capellen, 89C, rue Pafebruch, L-8308 Capellen

LUXEMBOURG FINANCIAL GROUP

33A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

VALBAY INTERNATIONAL S.A.

2, rue Marie Curie, L-8049 Strassen

■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 15 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

Inscription :

FINEXIS S.A.

3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Activité : gestion collective

■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 16 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

Inscriptions :

BAUM MANAGEMENT

46A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

SOMERSET CAPITAL PARTNERS MANAGEMENT S.A R.L.

40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

Retrait :

EFG MULTI-MANAGER FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Changements d'adresse :

EUROPEAN CAPITAL PARTNERS (LUXEMBOUR) S.A.
35A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

MORGAN STANLEY ASSET MANAGEMENT S.A.
6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

■ LISTE DES ORGANISMES DE TITRISATION

Retrait :

C-MOON SECURITISATION S.A.
2, rue de la Reine, L-2418 Luxembourg
Retrait au 17 juin 2011

■ LISTE DES SICAR

Changement de dénomination :

MICROCAP 07 S.C.A., SICAR a changé sa dénomination en
MICROCAP 07-ITM S.C.A., SICAR

Changements d'adresse :

GALAXY S.à R.L. SICAR
2, place de Metz, L-1930 Luxembourg

OREY CAPITAL PARTNERS I S.C.A. SICAR
40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

SAFE SHIP INVESTMENT COMPANY S.C.A., SICAR
20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

SECOYA PRIVATE EQUITY INVESTMENTS SCA-SICAR
1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg

■ LISTE DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE

Retraits :

NOM

BHP Billiton Finance (USA) Ltd
INA CBO 1999-1 Ltd.
Pennant CBO Limited

PAYS DU SIEGE

Australie
Îles Caïmans
Îles Caïmans

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits volontaires de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois pendant le mois d'août 2011

Durant le mois de référence, les vingt-trois organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

1) OPC partie I Loi 2010 :

- CROSS COMMODITY LONG/SHORT FUND, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg
- DEKA-EUROGARANT STRATEGIE, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- GLOBAL NAVIGATOR UCITS FUND, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- HPWM FUNDS, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- TACTICAL INVESTMENT PRODUCT, 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- VERMÖGENSMANAGEMENT WACHSTUMSLÄNDER BALANCE, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

2) FIS :

- 1798 GLOBAL EQUITY LONG/SHORT FUND, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- 1798 GLOBAL EQUITY LONG/SHORT MASTER FUND, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- AFRICA AGRICULTURE AND TRADE INVESTMENT FUND, 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange
- ASIA VALUE EQUITY FUND, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- AZURE GLOBAL MICROFINANCE FUND, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- CS STRATEGIC PARTNERS V FEEDER S.C.A., SICAV-FIS, 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg
- EME LUXEMBOURG S.C.A., SICAV-SIF, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg
- GSA GREATER CHINA EQUITY FUND, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- HARMONY MULTI-MANAGER FUNDS SIF-SICAV, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- HB REAVIS REAL ESTATE SICAV-SIF, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg
- HEALTHCARE PROMISE S.C.A., SICAV-SIF, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- ICEBERG FUND SIF SICAV S.A., 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- ITAU SIF FUND OF FUNDS, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- RO AGRICULTURE INVESTMENT SICAV-SIF, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf
- SANAD FUND FOR MSME, 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange
- SOUTH ONE FUND, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- TPG ALTERNATIVE PORTFOLIOS, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Les dix-neuf organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été retirés de la liste officielle au cours du mois d'août 2011 :

1) OPC partie I Loi 2010 :

- BALANCED PORTFOLIO B, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- BERENBERG FUNDS IV, 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- BETA INTERNATIONAL, 50, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- CM-EQUITY, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- HSBC TRINKAUS EMERGING EUROPE BONDS, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf
- ISRAEL 60 PLUS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- MIRABAUD SELECT EQUITIES, 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- POSTBANK EUROPA PROTECT 2011, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

2) OPC partie II Loi 2010 :

- ALTERA SECURITY FUND, 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- BETA LUX SELECTION, 50, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

3) FIS :

- 1798 HEALTHCARE LONG / SHORT MASTER FUND, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- AFM, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
- DWS GLOBAL HIGH YIELD CB FUND, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- FRANCONOFUND SCA SICAV-SIF, 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg
- LUX SIF SICAV, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- LUXCARA S.A., SICAV-FIS, 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- MOEBIUS FUND, FCP-SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- RED SHIELD INVESTMENTS S.A. SICAV-SIF, 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- SKY ONE, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **142** (11 octobre 2011)

Somme des bilans : **EUR 775,920 milliards** (31 août 2011)

Résultat avant provisions : **EUR 2,92 milliards** (30 juin 2011)

Emploi : **26 147 personnes** (30 juin 2011)

Nombre d'OPC : - Partie I de la loi 2010 : **1 859** (11 octobre 2011)

- Partie II de la loi 2010 : **617** (11 octobre 2011)

- Fonds d'investissement spécialisés (FIS) : **1 341** (11 octobre 2011)

TOTAL : 3 817

Patrimoine global net : **EUR 2 085,941 milliards** (31 août 2011)

Nombre de sociétés de gestion : chapitre 15 (loi du 17 décembre 2010) : **185** (30 septembre 2011)

Nombre de sociétés de gestion : chapitre 16 (loi du 17 décembre 2010) : **212** (30 septembre 2011)

Emploi dans les sociétés de gestion (chapitre 15) : **2 457 personnes** (30 juin 2011)

Nombre d'entreprises d'investissement : **114** dont **11** succursales (11 octobre 2011)

Somme des bilans des entreprises d'investissement : **EUR 4,223 milliards** (31 août 2011)

Résultat net provisoire : **EUR 331,296 millions** (31 août 2011)

Emploi : **2 584 personnes** (30 juin 2011)

Nombre de PSF spécialisés : **116** (11 octobre 2011)

Somme des bilans des PSF spécialisés : **EUR 9,280 milliards** (31 août 2011)

Résultat net provisoire : **EUR 367,274 millions** (31 août 2011)

Emploi : **3 595 personnes** (30 juin 2011)

Nombre de PSF de support : **86** (11 octobre 2011)

Somme des bilans des PSF de support : **EUR 886,507 millions** (31 août 2011)

Résultat net provisoire : **EUR 37,01 millions** (31 août 2011)

Emploi : **8 045 personnes** (30 juin 2011)

Nombre de fonds de pension : **15** (11 octobre 2011)

Nombre de SICAR : **271** (11 octobre 2011)

Nombre d'organismes de titrisation agréés : **27** (11 octobre 2011)

Nombre d'émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence : **696** (12 octobre 2011)

Emploi total dans les établissements surveillés (Banques, PSF, Sociétés de gestion) : **42 828 personnes** (30 juin 2011)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 560

E-mail : direction@cssf.lu

Site Internet : www.cssf.lu

Newsletter de la CSSF – octobre 2011